

Résister au néolibéralisme autoritaire

Dérives autoritaires et liberticides

Avec ses multiples passages en force aggravant la crise démocratique, le pouvoir politique dérive de façon constante vers un régime illibéral, préparant ainsi le terrain à une possible arrivée au pouvoir d'une extrême-droite très largement en tête des intentions de vote à la veille du scrutin européen. Récemment, ces attaques contre les libertés publiques se sont encore amplifiées, visant les libertés syndicales, d'expression ou de manifestation. Qu'elles s'exercent dans le cadre d'un mouvement social « classique » comme celui des retraites de l'an dernier, de mobilisations écologistes non-violentes ou de manifestations multiples de solidarité avec la Palestine. Avec dorénavant une forme de systématisation du recours à l'apologie de terrorisme pour tenter de faire taire les contestations et stigmatiser les militant·es en les traitant comme des terroristes.

A Gaza comme en Kanaky, il est fini le temps des colonies

La façon dont le pouvoir entend régler la violente crise politique en Kanaky illustre bien cette dérive, mâtinée ici d'un relent colonialiste. L'ordre, toujours l'ordre, comme mantra alors que sa responsabilité dans la crise politique est écrasante avec notamment la révision constitutionnelle engagée qui bafoue les accords de Nouméa et s'oppose à la poursuite de la décolonisation de l'archipel océanien. Un même mantra déjà affirmé à grand renforts de coups de menton et de violences policières pour endiguer les révoltes des quartiers populaires l'été dernier.

Investir les cadres collectifs de défense des droits et libertés

Face à cela, l'engagement de la FSU dans les différents cadres collectifs de défense des droits et libertés est essentiel pour faire respecter l'État de droit.

Que ce soit pour s'opposer au génocide en cours à Gaza dans le cadre du collectif historique pour une paix juste et durable entre Israélien·nes et Palestinien·nes qui rassemble largement nos

partenaires syndicaux, associatifs et les principales forces politiques progressistes. Un collectif dans lequel la FSU peut aider à surmonter quelques dissensions sur fond de concurrence électorale entre forces politiques.

Ou encore dans le cadre de la coalition née des révoltes urbaines de l'été dernier pour défendre les libertés publiques face à une démocratie bâillonnée, rassemblant une partie du mouvement social « classique » et des associations liées aux quartiers populaires et qui prévoit une initiative publique le 8 juin à Paris.

Elle doit aussi prendre toute sa part dans le mois des fiertés et participer aux mobilisations contre la campagne transphobe en cours menée par la droite et l'extrême droite, alimentée par une proposition de loi portée par Les Républicains.

Austérité et néolibéralisme

Cette dangereuse dérive autoritaire du pouvoir s'accompagne d'une aggravation de la politique néolibérale avec le grand retour de l'austérité. Plutôt que de revaloriser l'ensemble des salaires « quoiqu'il en coûte », l'inflation de coupes budgétaires à grand « coûts » de milliards va accentuer la fragilisation des services publics et impacter l'ensemble de la population.

Le budget de l'écologie étant fortement mis à contribution, cela empêchera également le financement de l'urgence climatique. Une urgence aucunement partagée par le gouvernement qui entend bien se soumettre totalement aux lobbys de l'agrobusiness, au détriment des petit·es paysan·nes paupérisé·es et de la nécessaire bifurcation écologique nécessitant, au contraire de la fuite en avant productiviste, des changements radicaux de pratiques agricoles.

Salariat et fonction publique visés

Autre concrétisation de cette politique austéraitaire dans la Fonction publique, au lieu de penser l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires pour résorber la perte d'attractivité de la Fonction publique, le gouvernement envisage une nouvelle loi qui

dynamiserait le statut et, via la prééminence d'un mérite illusoire dans le déroulement des carrières, instaurerait une féroce concurrence salariale entre les personnels.

Avant même le dévoilement précis des mesures envisagées, il est possible de mener une large campagne de conviction des personnels, comme de l'opinion publique, de la nocivité de cette vision de la Fonction publique et de ses conséquences inévitables sur la qualité des services publics. La FSU peut en prendre l'initiative, avec ses partenaires syndicaux comme avec les deux collectifs citoyens de défense des services publics. Dans un même élan, le pouvoir démultiplie les attaques contre les salarié·es, en envisageant, après le recul de l'âge de la retraite, une nouvelle restriction des droits des privé·es d'emploi, par décret et méprisant une nouvelle fois le paritarisme, ainsi qu'un nouveau démantèlement des « normes » s'appliquant aux entreprises poursuivant la casse sociale engagée depuis la première loi « travail ».

Assignment sociale de la jeunesse populaire

L'école n'est pas épargnée et se confronte à un « choc des savoirs » entendant accentuer radicalement le tri social à l'œuvre à l'école et aux politiques éducatives conduites depuis Blanquer restreignant fortement l'émancipation de la jeunesse populaire. Après un printemps de mobilisations tous azimuts, rassemblant largement une communauté éducative unie sous des modalités diverses (grèves, manifestations, journées « école morte », rassemblements, réunions publiques...), leur prolongement en cette fin d'année, où les manifestations du 25 mai ont montré la vivacité de cette large opposition, permettra de préparer la rentrée à venir. Il s'agit de se projeter pour résister pied à pied à la mise en place de ces mesures, des groupes de niveaux aux évaluations nationales systématisées en passant par des programmes aux savoirs appauvris et mécanisés et une réforme de la formation initiale pensée pour mettre sous tutelle les pratiques enseignantes. Dès maintenant, la FSU doit mettre en avant la nécessité d'une résistance collective à l'application de ces mesures. La perspective d'une journée de grève dès les premiers jours de septembre en fait partie.

Criminalisation de la jeunesse populaire

Un « choc » auquel fait écho la batterie de mesures répressives annoncée ciblant spécifiquement la jeunesse populaire, en fantasmant sa dangerosité, désinformant sur la réalité de la délinquance juvénile et envisageant notamment de nouvelles

aggravations législatives et réglementaires du Code de justice pénale des mineurs alors que celui-ci n'est en vigueur que depuis deux ans. De par sa place particulière dans le champ de l'éducation et de la justice des mineurs, la FSU peut contribuer à rassembler largement les différents professionnel·les y intervenant afin de promouvoir un autre futur pour cette jeunesse et d'en convaincre largement l'opinion publique. La journée de mobilisation du travail social le 4 juin tout comme les assises de la protection de l'enfance les 27 et 28 juin à Lyon y contribueront également.

Résister au quotidien et tracer d'autres possibles

A tout cela s'ajoute la perspective d'élections européennes renforçant considérablement le poids électoral de l'extrême-droite. Cela induirait un bouleversement du paysage politique et des projections sombres sur la prochaine présidentielle. D'ici là, démultiplier, nationalement et localement, des appels unitaires et larges à voter contre l'extrême-droite est nécessaire.

Pour tracer d'autres possibles et construire les résistances au quotidien, la responsabilité du syndicalisme est forte. Du syndicalisme dans son ensemble mais encore plus particulièrement celle des trois organisations de transformation sociale, les seules à même de proposer autre projet de société, social, féministe, antiraciste et écologiste. Pour renforcer cette perspective, cheminer de façon déterminée vers la construction d'un nouvel outil syndical avec la CGT et Solidaires est plus que jamais nécessaire, malgré les difficultés et les obstacles rencontrés pour le bâtir ensemble. Nous ne pouvons pas renoncer à porter un projet qui rassemble l'ensemble du syndicalisme de transformation sociale dans une structure souple qui s'ouvre et permet un cadre de travail pérenne. En parallèle, pour construire les résistances quotidiennes comme se projeter sur d'autres possibles, élargir le champ d'action au-delà du seul syndicalisme avec l'ensemble du mouvement social, comme par exemple la campagne de l'Alliance écologique et sociale sur le fret ferroviaire en lien avec les syndicats du rail, apparaît indispensable.

Enfin, l'horizon 2027 interroge toute la gauche sociale et politique. Nous devons dès à présent réfléchir ensemble pour construire un cadre programmatique permettant l'unité sur des revendications fortes pour porter face à l'ordolibéralisme et à l'extrême droite un projet résolument écologique, féministe, antiraciste et de rupture avec le capitalisme écocide.